

DANS CE NUMERO:

- Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière
- Evolution des soldes d'opinion
- Focus sur le financement des PME

Mesdames et Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter notre bulletin du second trimestre 2014.

Ce bulletin est composé de trois parties :

- Les principales évolutions monétaires, bancaires et financières,
- Les soldes d'opinion¹ issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la BCC
- Une note thématique portant sur le financement bancaire des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour cette édition, nous sommes au regret de vous informer, qu'en raison d'un faible taux de réponse aux questionnaires adressés aux entreprises des secteurs non financiers, il ne nous a pas été possible de calculer des soldes d'opinion représentatifs pour les 4 secteurs initialement identifiés. Vous ne trouverez donc ci après que les résultats des enquêtes menées auprès des Banques et Etablissements Financiers.

I. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière

1.1 La situation monétaire

Evolution de M2 ² (en millions FC)	Juin 2013	Sept 2013	Dec 2013	Mars 2014	Juin 2014
Circulation Fiduciaire	18 855	22 122	21 740	18 862	20 220
Dépôts à vue	33 593	36 416	35 138	36 557	33 815
Dépôts d'épargne	31 402	31 931	32 985	32 352	32 640
Masse Monétaire (M2)	83 850	90 468	89 862	87 770	86 675
Avoirs Extérieurs Nets	49 237	54 888	56 567	51 490	46 771
Crédit Intérieur	58 958	61 663	59 694	63 256	66 618
Créances Nettes à l'Etat	4 050	7 340	5 511	8 171	7 708
Crédits à l'économie	54 908	54 324	54 183	55 085	58 910
Autres Postes Nets	(24 345)	(26 082)	(26 398)	(26 976)	(26 714)

Source : BCC, DEEMF

Depuis le début de l'année 2014, la masse monétaire s'est inscrite dans une tendance baissière. A fin juin 2014, elle s'est établie à 86,7 milliards FC contre 87,8 milliards FC à fin mars 2014, soit une baisse de 1,2%. Cette situation résulte de la contraction de 4,7 milliards FC des avoirs extérieurs nets, tandis que le Crédit Intérieur a continué à croître, en liaison avec la consolidation des crédits au secteur privé, dont l'encours est passé de 52,5 milliards FC à fin mars 2014 à 56,7 milliards FC à fin juin 2014, soit une hausse de 6,9%.

¹ Différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative.

² La Masse Monétaire (M2) comprend le M1 (billets et pièces en circulation, et dépôts à vue) et les dépôts à terme.

LISTE DES TABLEAUX

- Statistiques monétaires
- Statistiques de la chambre de compensation
- Opérations de change du système bancaire
- Transfert émis et reçus
- Evolution des taux d'intérêt et des cours de change
- Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation

L'évolution des composantes de la masse monétaire est marquée par une baisse de 7,5% des dépôts à vue, qui se sont élevés à 33,8 milliards FC à fin juin 2014 contre 36,6 milliards FC à fin mars 2014, et une stabilité de l'épargne à plus de 32 milliards FC. La circulation fiduciaire a progressé de 7,2%, en dépit d'une baisse de 11,9% du montant des opérations d'achat de devises, qui se sont élevées à 11,4 milliards FC à fin juin 2014 contre 12,9 milliards FC à fin juin 2013.

1.2 L'activité bancaire

Le total des bilans consolidés des établissements de crédit s'est contracté de 2,9%, passant de 95,8 milliards FC à fin mars 2014 à 93 milliards FC à fin juin 2014, en relation avec la baisse de la trésorerie essentiellement. L'encours des crédits bruts a en revanche progressé, passant de 55 milliards FC à fin mars à 58,8 milliards FC à fin juin 2014. Les entreprises privées et les ménages absorbent à eux deux plus de 90% des concours.

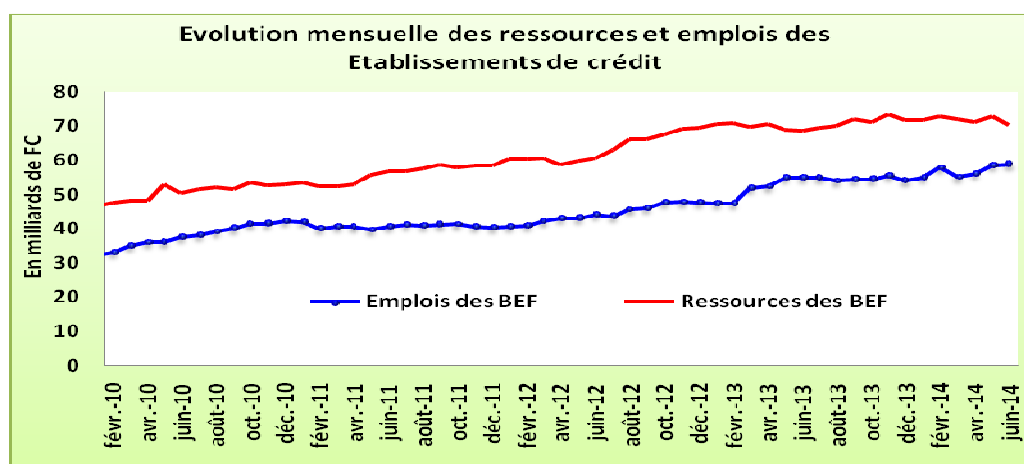
Crédits par secteur*	2013 T4	2014T1	2014 T2
Entreprises publiques	1,8	0,8	3,5
Entreprises privées	53,9	53,2	51,6
Ménages (yc informel)	41,7	43,1	42,4
Autres	2,6	2,8	2,5

*Encours de fin de période en % du total

En revanche, les dépôts de la clientèle ont enregistré une contraction de 2,4%. Cette baisse est observée au niveau des dépôts des entreprises privées, dont la part dans le total des dépôts est passée de 19,2% à fin mars 2014 à 18,8% à fin juin 2014, et dans une moindre mesure, au niveau des dépôts des entreprises publiques, dont la part a diminué de 0,4 point sur la période. En revanche, les dépôts des ménages se sont accrus, leur part s'établissant à 70,7% en juin 2014 contre 69,9% en mars 2014.

Dépôts par secteur*	2013 T4	2014T1	2014 T2
Entreprises publiques	7,4	6,7	6,3
Entreprises privées	18,7	19,2	18,8
Ménages (yc informel)	69,7	69,9	70,7
Autres	4,3	4,2	4,2

*Encours de fin de période en % du total

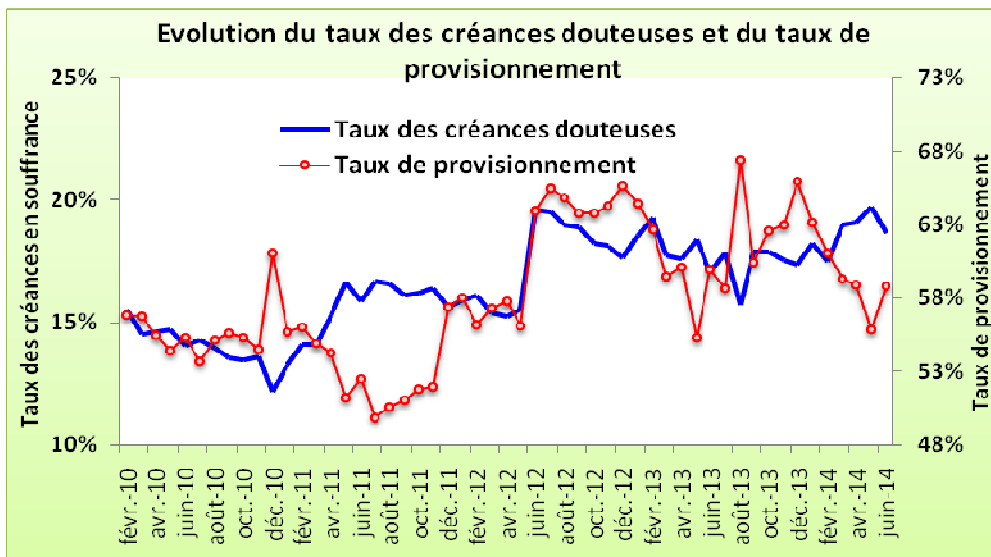


Source : BCC, DEEMF

LISTE DES GRAPHIQUES

- Evolution des crédits et dépôts des BEF
- Evolution des créances en souffrance
- Evolution de la répartition des crédits et dépôts par secteur et par échéance
- Soldes d'opinion du secteur financier sur l'évolution :
 - ❖ des dépôts,
 - ❖ du PNB,
 - ❖ des charges d'exploitation,
 - ❖ de l'environnement économique
- Evolution de quelques indicateurs monétaires
- Evolution des crédits par type d'échéance
- Répartition des crédits par catégories bénéficiaires

La qualité du portefeuille des établissements de crédit s'est par contre dégradée, avec un encours de crédits en souffrance de 11 milliards FC à fin juin 2014, après 10,5 milliards FC à fin mars 2014. En revanche, le taux des créances douteuses s'est légèrement amélioré, s'élevant à 18,7% à fin juin 2014 contre 19% à fin mars 2014. Le taux de provisionnement de ce portefeuille a légèrement baissé, s'établissant à 58,8% à fin juin 2014 contre 59,3% à fin mars 2014.



Source : BCC, DEEMF

1.3 Statistiques de la chambre de compensation

Le tableau ci-dessous présente la compensation des valeurs (chèques et virements) en montant et en nombre.

		Chèques		Virements	
		Présentés à la compensation	Rejetés	Présentés à la compensation	Rejetés
2013 T1	Nombre	13 746	380	1 212	17
	Valeur*	13	648	15,2	34
2013 T2	Nombre	13 385	372	1 464	14
	Valeur*	12,7	393	11,1	9
2013 T3	Nombre	13 721	450	1 456	24
	Valeur*	14,1	491	9,9	45
2013 T4	Nombre	14 133	471	1 500	19
	Valeur*	14,3	352	9,2	52
2014 T1	Nombre	12 963	391	1 446	31
	Valeur*	12,9	267	11,9	227
2014 T2	Nombre	13 648	336	1 876	28
	Valeur*	12,7	172	9,6	188

*En milliards FC

Source : BCC, DSBR

1.4 Opérations de change du système bancaire (en millions FC)

Change Manuel	Achats	Ventes
2013 T2	6 199	4 816
2013 T3	12 465	4 675
2013 T4	6 425	2 586
2014 T1	6 080	3 276
2014 T2	5 307	4 497

Source : BCC, DEEMF

1.5 Transferts reçus et émis par les Sociétés de transferts d'argent (en millions FC)

Transferts	Montants reçus	Montants envoyés
2013 T2	5 347	2 213
2013 T3	5 715	1 940
2013 T4	5 948	2 031
2014 T1	6 192	1 907
2014 T2	6 078	2 255

Source : BCC, DEEMF

1.6 Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	Mar-14	Avr-14	Mai-14	Juin-14
Taux Nationaux				
Escompte BCC (EONIA+1,5)	1,69	1,75	1,76	1,58
Taux de rémunération des dépôts des BEF auprès de la BCC				
-Réserves libres (EONIA - 1/8)*	0,07	0,12	0,13	-0,05
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)*	-1,06	-1,00	-0,99	-1,17
Taux débiteurs	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
Taux de la BCE				
EONIA	0,19	0,25	0,26	0,08
Prêt Marginal	0,77	0,750	0,750	0,40
EURIBOR 1 mois	0,23	0,25	0,26	0,150
EURIBOR 6 mois	0,41	0,43	0,42	0,333
EURIBOR 12 mois	0,58	0,60	0,59	0,510
Taux de change par rapport au franc comorien à fin de mois (à titre indicatif)				
Ariary – FMG (Madagascar)	0,1534	0,1537	0,1538	0,1537
Dirham – EAD (Emirats Arabes Unis)	97,2749	96,5817	98,2501	97,8495
Dollar – USD (Etats Unis d'Amérique)	356,81	356,08	358,28	361,95
Roupie – MUR (Maurice)	12,1537	12,1201	12,1657	12,2155
Shilling – TZS (Tanzanie)	0,2189	0,2179	0,2167	0,1897
Yuan- CNY (Chine)	57,3697	57,2065	57,4338	58,0847

* Lorsque le taux est négatif, la rémunération n'est pas servie.

Source : BCC, DEEMF

1.7 Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation

FONCTIONS	déc.-13	janv.-14	févr.-14	mars-14	avr.-14	mai-14	juin-14
01- Produits Alimentaires et boissons non alcoolisées	158,91	164,63	160,22	161,53	157,93	154,13	149,96
02- Boissons alcoolisées et tabac	129,43	128,81	128,81	128,81	128,81	128,81	128,81
03- Article d'habillement et chaussures	146,58	146,58	146,58	146,86	146,86	146,86	146,86
04- Logement,Eau,Gaz, Electricité et autres combustibles	208,06	216,60	210,59	210,85	209,16	207,60	209,90
05- Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	132,55	132,55	132,23	132,23	132,23	132,42	132,42
06- Santé	161,47	161,47	161,47	162,02	162,02	162,02	162,38
07- Transports	163,97	163,97	163,97	163,60	163,60	163,60	163,65
08- Communications	68,06	68,06	68,06	68,06	68,06	68,06	68,06
09- Loisirs et cultures	148,30	148,30	148,30	148,30	148,30	148,30	148,30
10- Enseignement	112,08	112,08	112,08	112,08	112,08	112,08	112,08
11- Restaurants et Hôtels	361,23	361,23	361,23	361,23	359,14	359,14	359,14
10- Biens et Services divers	194,81	194,81	194,81	194,81	194,81	194,81	194,81
INDICE Année N	163,70	168,83	164,96	165,88	163,21	160,44	158,02
<i>variation mensuelle</i>	1,3%	3,1%	-2,3%	0,6%	-1,6%	-1,7%	-1,5%
INDICE Année N-1	158,20	163,02	159,22	159,75	160,17	159,41	157,44
<i>variation annuelle</i>	3,5%	3,6%	3,6%	3,8%	1,9%	0,6%	0,4%

Source : CGP

II. Evolution des soldes d'opinion

Comme annoncé, vous trouverez ci-après les résultats de l'enquête de conjoncture menée auprès des Banques et Etablissements Financiers (BEF), les réponses des autres secteurs n'étant pas exploitables.

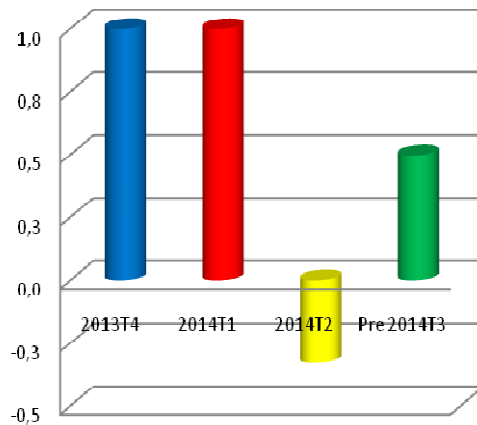
Le solde d'opinion pour une question donnée correspond à la différence entre le pourcentage des dirigeants qui y répondent positivement et le pourcentage de ceux qui y répondent négativement. Chaque opinion exprimée est pondérée par le bilan de l'établissement, considéré comme clé de pondération unique.

2.1 SECTEUR FINANCIER

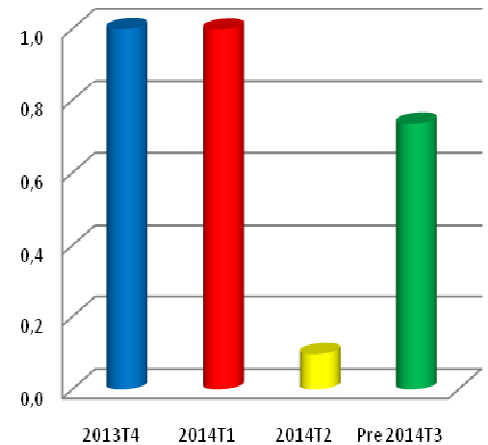
Les Banques et Etablissements Financiers ont eu une opinion globalement peu favorable de leur activité au 2nd trimestre 2014, dans un contexte d'une mauvaise appréciation du climat économique d'ensemble.

Pour le 3^{ème} trimestre, tout en demeurant réservés sur l'environnement économique national, les dirigeants des Banques et Etablissements Financiers s'attendent à un renforcement de leur activité, avec notamment une consolidation des ressources clientèle.

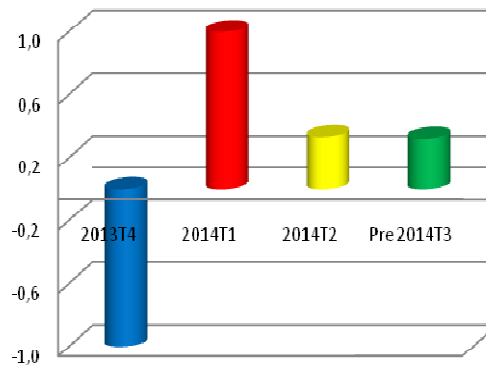
Evolution des dépôts des BEF



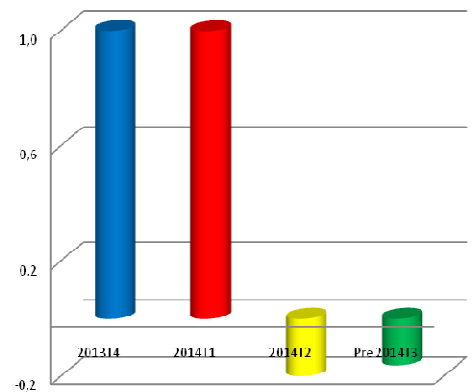
Evolution du PNB



Evolution des charges d'exploitation



Evolution de l'environnement économique



III. Le financement des PME en Union des Comores

Le financement des petites et moyennes entreprises (PME) est au centre des préoccupations, tant dans les pays développés que dans ceux en développement, car il contribue non seulement à la création de richesse, mais aussi et surtout à la réduction du chômage.

Cependant, l'accès au crédit bancaire pour ces catégories d'entreprise est souvent cité comme l'une des principales contraintes auxquelles elles sont confrontées, aussi bien lors de leurs phases de démarrage que de croissance, les établissements de crédit hésitant à leur octroyer suffisamment des prêts pour répondre à leur besoin de financement, du fait de l'importance des risques et des insuffisances de couverture en terme de garantie.

Les conditions bancaires qui leur sont appliquées sont aussi jugées très élevées, et leur impact en termes de charges financières représente une part importante dans leurs comptes d'exploitation.

Les difficultés de financement des PME apparaissent comme particulièrement fortes en Afrique Sub-saharienne.

Les enquêtes conduites par la Société Financière Internationale (SFI, Groupe Banque Mondiale) auprès d'entreprises de 38 Etats subsahariens entre 2002 et 2009 révèlent qu'environ 46% des PME subsahariennes identifiaient l'accès au financement comme une entrave majeure à leur développement.

Cette situation est particulièrement marquée dans les pays de la Zone franc où seulement 22% des PME obtiennent ainsi une ligne de crédit auprès des établissements bancaires alors que 85% déclarent être en relation de compte avec les banques (compte courant ou compte d'épargne).

Dans le même temps, environ 54% des PME identifient l'inaccessibilité aux ressources de financement comme une contrainte significative devant d'autres obstacles tels que le poids des taux d'imposition, celui des infrastructures de transports, l'accès à l'énergie ou la corruption.

La qualité de l'environnement des affaires pose également des difficultés particulières pour le développement du crédit aux PME, du fait notamment du manque de sécurité juridique.

Aux Comores, la grande majorité des entreprises sont des PME et de très petites entreprises (TPE). Les entreprises individuelles sont nombreuses, notamment dans les secteurs de la construction et du commerce. Les contraintes de financement bancaire semblent identiques à des degrés divers à celles des autres pays de la Zone Franc.

Les principaux obstacles à l'accès des PME et des TPE aux financements bancaires, soulignés aussi bien par les entreprises que par les établissements de crédit, peuvent être résumés comme suit :

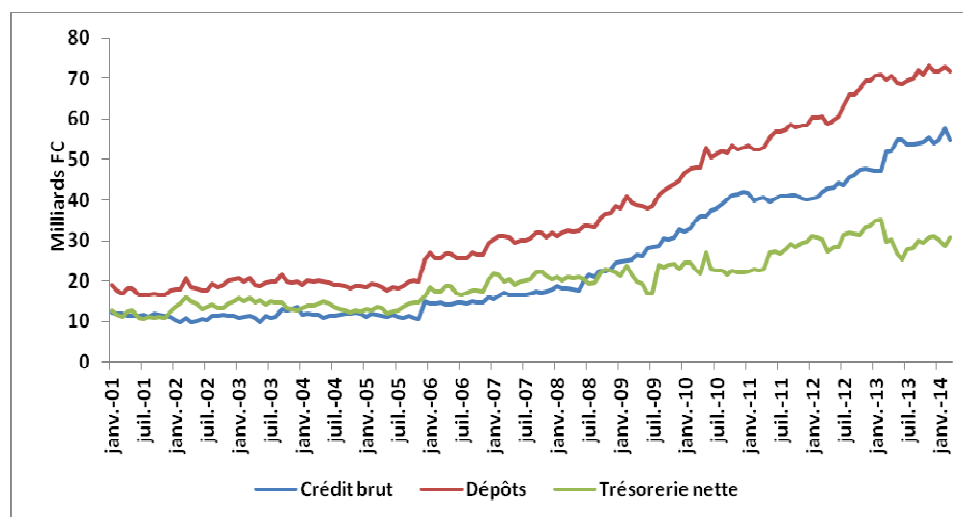
- Les insuffisances dans la qualité des projets à financer,
- Les lacunes comptables et l'absence d'états financiers réguliers et fiables,
- L'insuffisance de l'apport en fonds propres,
- Les difficultés à constituer des garanties solides,
- Les capacités managériales des dirigeants d'entreprise,
- Le caractère informel du cadre d'exercice de l'activité,
- L'asymétrie de l'information entre les établissements de crédit et les clients,
- Un niveau de risque élevé avec des taux de créances en souffrance élevés (près 20%)
- Des ressources clientèles à très court terme et l'absence d'une épargne longue pour financer les investissements,
- Les lenteurs des procédures judiciaires et les difficultés observées dans la réalisation des garanties,
- Les taux d'intérêt élevés,
- L'absence de mécanismes de partage de risques.

3.1 Evolutions récentes des financements bancaires à l'économie

En dépit des contraintes majeures qui pèsent sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME) et de très petites entreprises (TPE), l'évolution très récente de l'environnement bancaire ouvert à la concurrence a créé une nouvelle dynamique du crédit bancaire. Ces catégories d'entreprises ont en effet bénéficié de cette ouverture, en enregistrant une croissance régulière des financements bancaires, obtenus aussi bien de la part des Institutions Financières Décentralisées (IFD) que des banques.

En effet, avant 2004, les crédits à l'économie sont restés stables, n'augmentant que de 6,6% en moyenne annuelle. Entre 2001 et 2004, l'encours moyen annuel sur la période est évalué à 10,1 milliards FC, représentant environ 7,4% du Pib sur cette période. Cette quasi-stabilité de l'encours de crédit a été notamment expliquée par un secteur bancaire très étroit, caractérisé d'une part par un monopole de fait d'un seul établissement généraliste, supportant à lui seul le risque de place et d'autre part, par une banque de développement ne disposant pas suffisamment de ressources pour le financement de l'investissement.

Graphique 1 : Evolution de quelques indicateurs (en milliards FC)



Source : BCC, DEEMF

Depuis 2005, bénéficiant de l'ouverture du secteur bancaire à la concurrence, marquée notamment par :

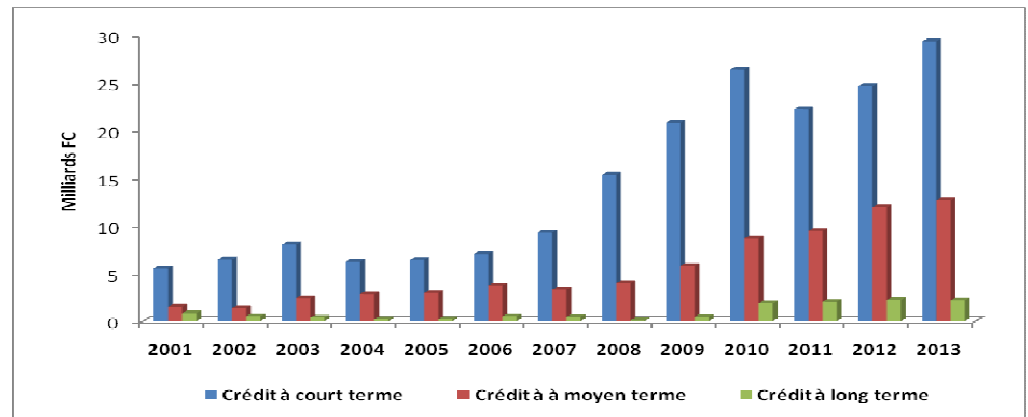
- l'agrément de deux réseaux de micro-finance en 2005 et 2006,
- la reprise de l'activité de crédit de la Banque de développement (l'activité de crédit avait été suspendue entre 1997 et 2003),
- la création en 2005 de la Société Nationale des Postes et Services Financiers qui a repris les activités de la Caisse nationale d'épargne,
- l'ouverture de deux nouvelles banques commerciales en 2007 et 2009,

l'encours des crédits à l'économie est passé de 10,5 milliards FC en décembre 2004 à 58,9 milliards FC au 31/06/2014 après 54,2 milliards FC en décembre 2013, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 21,8%.

Parallèlement, au cours de la période, l'épargne collectée par le système bancaire s'est inscrite en constante progression pour s'établir à fin décembre 2013 à 33 milliards FC contre 15,4 milliards FC à fin décembre 2005, soit une progression en moyenne annuelle de 12,5%.

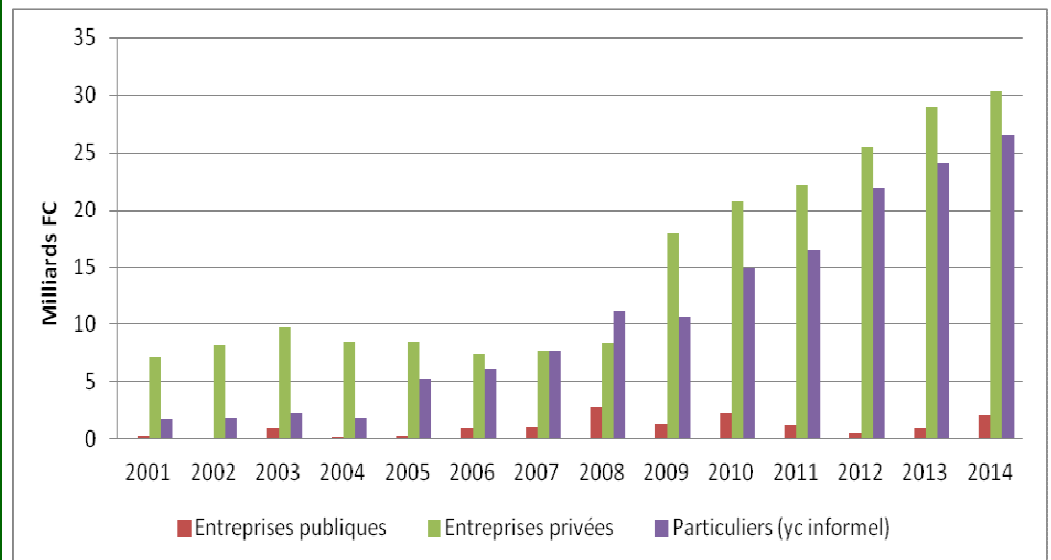
En dépit de cette croissance remarquable, le rapport entre les crédits à l'économie et le Pib reste faible, même s'il est passé de 7,7% pour la période 2001-2004 à 16,4% pour celle de 2005-2013.

Graphique 2 : Evolution des crédits par type d'échéance



Source : BCC, DEEMF

Graphique 3 : Répartition des crédits par catégories bénéficiaires



Source : BCC, DEEMF

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt débiteurs applicables aux crédits sont fixés par des arrêtés du Ministre des Finances, sur proposition de la Banque centrale. Ces taux ont été longtemps administrés et indexés par type d'opération, du fait de l'étroitesse du secteur bancaire.

Depuis le 04 février 2004, sur décision du Ministère des Finances, les taux d'intérêts débiteurs applicables par les Banques et Etablissements Financiers aux opérations de la clientèle sont fixés dans la fourchette [8%-14%], ramenée à [7%-14%] depuis janvier 2006. Les banques sont libres de fixer leurs taux à l'intérieur de cette fourchette. En moyenne, le taux appliqué aux PME se situe à 12,5%.

3.2 Comment améliorer le financement bancaire des PME et des TPE

Les contraintes à l'accès au financement bancaire des PME et des TPE sont effectivement nombreuses. Des actions convergentes peuvent contribuer à apporter une amélioration substantielle du crédit et des conditions bancaires appliquées aux PME et aux TPE.

Dans ce cadre, la BCC a engagé les travaux suivants tendant à améliorer le niveau de risque et faire baisser les conditions de financement, notamment des PME :

- ✓ la mise en place prochaine d'une centrale des risques et des incidents de paiement, dont l'objectif est de permettre, par la diffusion d'informations de nature bancaire sur les agents économiques auprès des établissements de crédit, une augmentation de la distribution du crédit bancaire dans l'économie comorienne, dans un environnement de risque de crédit maîtrisé,
- ✓ la mise en place prochaine d'un mécanisme de taux effectif global (TEG), qui permettra de libéraliser les taux débiteurs, d'offrir plus de transparence dans la fixation des conditions bancaires applicables à la clientèle par les établissements de crédit et de fournir à cette clientèle le maximum d'informations sur le coût réel du crédit.....,
- ✓ un projet est également engagé pour améliorer les dispositions des voies d'exécution de la Chambre commerciale.

Parallèlement à ces initiatives de la Banque centrale, d'autres voies complémentaires sont nécessaires, en particulier :

- ✓ L'amélioration de l'information financière des entreprises : Une information disponible et transparente rendant mieux compte des potentialités ou des risques inhérents aux PME, favorisera ainsi leur accessibilité aux ressources de financement.

- ✓ Le renforcement des capacités des intervenants : L'amélioration des compétences par la formation dans l'élaboration des états financiers de base, la constitution des dossiers de prêt, la gestion de projets,...

- ✓ La création de services dédiés aux PME et TPE au sein des établissements de crédit
- ✓ La diversification des services financiers offerts aux PME
- ✓ La couverture des risques à travers des fonds de garantie :

La décennie 2000 a été marquée par la multiplication de ce type de fonds : FAGACE (Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique), Fonds GARI (Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest) ou ARIZ (Assurance pour Risque de Financement de l'Investissement Privé en Zone d'intervention de l'AFD), FISEA (Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique de l'AFD).

Dans cet ordre d'idée, il convient de mettre en place un mécanisme de garantie permettant de couvrir les crédits des entreprises et de pouvoir aussi utiliser les mécanismes mis en place par les partenaires.

CONTACTEZ NOUS

**BANQUE CENTRALE
DES COMORES**

**Place de France
BP: 405 Moroni
Tél:+269 773 10 02
Fax:+269 773 03 49**

gdir-etudes@banque-comores.km

www.banque-comores.km